

[print](#)

Crash du vol MH-17 : L'agonie d'un mensonge

De [Giuletto Chiesa](#)

Global Research, décembre 09, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/crash-du-vol-mh-17-lagonie-dun-mensonge/5418762>

Nous attendons toujours les informations sur le Boeing MH-17 abattu en juillet dernier.

La valse des mensonges sur le vol MH-17 abattu en Ukraine devient chaque jour davantage la métaphore de la fin des illusions démocratiques du monde occidental. Mais il s'agit aussi et surtout de la manifestation tragique du désastre intellectuel et moral dans lequel sont tombées les hordes de « semeurs de peste » qui continuent à les défendre. Pour rester cohérents, ces gens ont dû mentir effrontément. Et aujourd'hui, face à l'émergence de la vérité, ils sont obligés de les répéter, tout désorientés, voire de les amplifier en inventant des variantes plus ou moins fantaisistes et de moins en moins crédibles, se contredisant à loisir, sans s'apercevoir du ridicule dans lequel ils sont tombés. Ou alors, et c'est l'attitude simple et peu compromettante, ils se taisent et évitent d'évoquer les bribes de vérité qui passent pourtant à leur portée.

Voilà le visage du journalisme servile de notre époque. Mais il y aura bien pire, et dans un futur proche, car ces semeurs de peste qui se font passer pour des journalistes sont prêts pour les prochaines délations répugnantes auxquelles ils seront contraints par les patrons qui les paient, même s'il est vrai que le journalisme occidental n'était pratiquement jamais, de toute son histoire, tombé aussi bas.

J'ai eu l'occasion récemment d'écouter, dans les somptueuses salles du Parlement européen, un politologue anglo-saxon – c'était début décembre, soit 4 mois et demi après l'assassinat collectif de 298 personnes innocentes – exiger de la Russie d'une voix tonitruante, non seulement des excuses pour avoir abattu le Boeing malaisien, mais aussi une indemnisation pour les familles de victimes. Le type – qui n'avait pas de qualificatif assez dur pour Poutine, ne savait rien – le pauvre – de ce qui s'était passé pendant ces 4 mois. Il ne savait pas ce que, par respect et par décence – devrait savoir une personne dont le métier est de s'occuper de politique, de journalisme, qui mène des analyses lues par des gouvernants (ceux qui prennent des décisions), et qui devrait donc avoir le sens de la responsabilité de celui qui, par profession, contribue à la vie de la société et au bien commun.

Je ne dirai pas son nom ici, non pas que je veuille protéger sa personne, mais simplement parce qu'il fait partie de ces innombrables pauvres bougres habitués à répéter automatiquement ce qui leur est servi par les médias dominants. C'est simplement l'un des multiples anneaux de la grande chaîne de la stupidité – de second niveau celle-là – qui maintient en place le chapiteau entourant la Grande Fabrique des Rêves et des Mensonges.[...]

Voilà : cette longue introduction pour commenter maintenant la dernière information sur les enquêtes officielles totalement inexistantes de ces derniers mois censées rechercher les responsabilités dans le crash du Boeing malaisien le 17 juillet dernier. La nouvelle provient du quotidien malaisien en ligne <http://www.thestar.com.my/News/Nation/2014/12/01/mh17-malaysia-to-be-part-of-investigating-team/>, et nous apprend que la Malaisie a finalement été

« acceptée comme membre à part entière du groupe en charge de mener l'enquête criminelle. » Autrement dit, le pays propriétaire de l'avion abattu, et qui a vu la mort de 44 de ses concitoyens, a dû attendre quatre mois avant de pouvoir participer et contrôler le déroulement des investigations.

Nous savons (depuis le 8 août, et nous avons été les premiers et les seuls d'ailleurs à le publier avec [Megachip](#) et [PandoraTV.it](#)) que le groupe est constitué de quatre pays : Hollande, Belgique, Australie et Ukraine. Impossible de savoir qui a décidé de la composition de ce groupe, ni quels critères ont amené à cette « étrange » sélection, qui ne cadre avec aucune considération logique ou juridique. Par exemple, elle ne correspond pas au principe des « pays les plus touchés en termes du nombre de victimes ». En effet, si l'Australie et la Hollande ont eu de nombreuses victimes, l'Ukraine n'en a déploré aucune, et la Belgique en a seulement eu quatre, autant que l'Allemagne qui ne fait pourtant pas partie du groupe.

Nous savons (et nous l'avons répété maintes fois, dans le silence absolu des médias occidentaux) que le gouvernement de Kuala Lumpur a demandé à plusieurs reprises à être incluse dans l'enquête, mais n'a pas obtenu de réponse, jusqu'à hier. Nous constatons que la présence de l'Ukraine dans ce groupe a des pour (l'avion a été abattu dans l'espace aérien ukrainien, et donc ce pays a beaucoup d'informations à donner), et des contre, car les circonstances de cette tragédie font de l'Ukraine (et plus précisément des responsables de certains services et ministères) l'un des principaux suspects, et qu'elle est elle-même objet de l'enquête. De plus, il est avéré qu'au cours de ces derniers mois l'Ukraine n'a pas fourni à la commission d'enquête les enregistrements des conversations entre les contrôleurs aériens ukrainiens et l'équipage du Boeing. Un fait extrêmement grave, qui peut légitimement être défini comme une volonté délibérée d'entraver l'enquête.



Mais nous avons également rapporté l'information (de source ukrainienne officielle) que les « quatre pays de l'Apocalypse » ont établi un droit de véto (*denial*) sur la base duquel n'importe lequel des quatre membres peut interdire la publication de documents de l'enquête. Une disposition qui surpasse toutes les précédentes en matière de bizarrerie, mais qui étale sous nos yeux le véritable aveu, à savoir qu'en faisant ainsi, il est permis à l'Ukraine de cacher ses éventuelles responsabilités dans l'incident. Et que l'Australie, la Belgique et la Hollande se sont attribuées le rôle de chien de garde pour empêcher l'émergence d'une quelconque responsabilité occidentale, par exemple celle de l'OTAN.

Mais nous avons également rapporté l'information (de source ukrainienne officielle) que les « quatre pays de l'Apocalypse » ont établi un droit de véto (*denial*) sur la base duquel n'importe lequel des quatre membres peut interdire la publication de documents de l'enquête. Une disposition qui surpasse toutes les précédentes en matière de bizarrerie, mais qui étale sous nos yeux le véritable aveu, à savoir qu'en faisant ainsi, il est permis à l'Ukraine de cacher ses éventuelles responsabilités dans l'incident. Et que l'Australie, la Belgique et la Hollande se sont attribuées le rôle de chien de garde pour empêcher l'émergence d'une quelconque responsabilité occidentale, par exemple celle de l'OTAN.

Nous avons – tout comme des dizaines de sites Internet – enregistré le fait (et là il ne s'agit pas d'une bizarrerie) que les États-Unis disposent d'une grande quantité d'informations sur ce qui s'est passé, mais que pendant ces quatre mois ils se sont bien gardés de les fournir. Un de leurs satellites de surveillance survolait la zone à ce moment précis, et photographiait chaque centimètre carré, mais ils n'ont pas divulgué ces images. Deux avions-AWACS interceptaient toutes les communications radio et radar pendant ces minutes critiques et dans cette zone précise (comme révélé par le gouvernement allemand), mais les seules informations qui ont filtré sont de toute évidence fausses (l'avion aurait été abattu par un missile Buk de fabrication soviétique), et ont été diffusées par les services secrets allemands, avec trois mois de retard.

Il ressort de tout cela que les seuls à fournir des informations précieuses (peut-être en gardent-ils sous le coude, mais celles-ci sont importantes) sont les services secrets russes, qui ont communiqué trois jours après la tragédie, révélant plusieurs

faits dont un décisif : [au moins un autre avion](#), certainement ukrainien, volait à proximité du Boeing. Un fait confirmé par de nombreux témoins au sol, qui ont tous affirmé avoir vu le 2e avion (certains en ont même vu deux) près du Boeing et juste après qu'il eut été abattu. Les grands médias occidentaux ont totalement ignoré cette [conférence de presse des militaires russes](#). Et la BBC, qui avait diffusé un reportage sur la zone du crash avec des témoins qui confirmaient la version russe, a promptement retiré le documentaire et, semble-t-il, l'a effacé de ses archives Web. Autant d'éléments qui montrent l'étendue et les ramifications des systèmes de contrôle [médiatiques] et de diversion mis en oeuvre par les services secrets occidentaux pour empêcher l'apparition d'informations gênantes sur cet événement.

Entre temps, les boîtes noires qui avaient été retrouvées en parfait état de fonctionnement par les rebelles filo-Russes du Donbass (même si tous les journaux avaient annoncé par avance que les « Russes » les auraient cachées, ou détruites, pour ne pas révéler au monde leur responsabilité) les ont consignées aux observateurs de l'OSCE sous les yeux des caméras ; les boîtes noires ont ensuite été confiées à l'ICAO à Londres, mais on ne sait toujours pas avec précision qui les a analysées et quel est leur véritable contenu.



Les seules [informations fournies à ce jour](#) par le fameux « groupe des quatre pays enquêteurs », à travers une déclaration de son porte-parole hollandais – nous disent deux choses : la première est que le Boeing a été abattu. Extraordinaire conclusion, après 3 mois d'enquête ! La seconde est que l'on ne saura rien de plus précis pendant au moins un an. Les Hollandais ont cependant commencé à montrer quelques signes de faiblesse, en reconnaissant avoir des choses à dire, mais ne pas pouvoir les rendre publiques de peur de « *saper la confiance réciproque* » des gouvernements. Une affirmation particulièrement étrange, et d'une certaine façon, révélatrice de l'existence de pressions aussi puissantes qu'inavouables, subies par les enquêteurs pour leur interdire l'établissement de la vérité.

Dans l'intervalle, et dès les premiers instants qui ont suivi le crash du Boeing, a commencé l'infatigable oeuvre de désinformation et de mensonge de la part de tous les principaux médias occidentaux. Une opération sous faux drapeau (*False Flag*) aux contours désormais classiques depuis le 11 septembre 2001, et qui a consisté à pointer du doigt un coupable fictif, et à répéter de manière obsessionnelle l'accusation sans jamais apporter la moindre preuve ou le moindre fait crédible, et en ignorant royalement tous les éléments contraires. Cette opération a atteint son but : pour la plupart des gens, le responsable de la tragédie du Boeing abattu reste la Russie, c'est-à-dire Poutine en personne. Le « missile » était de fabrication russe ; ce sont donc les Russes, c'est-à-dire Poutine, qui l'ont donné aux rebelles du Donbass. Tout est clair : les Russes sont les méchants et les assassins dans cette affaire. Est-ce d'ailleurs une coïncidence si les sanctions contre la Russie ont été imposées dans les jours qui ont immédiatement suivi celui du crash du Boeing ?

Tout cela alors que les photographies du cockpit montrent de toute évidence que l'avion a été mitraillé par un canon comme celui équipant les Sukhoi 25 de l'aviation militaire ukrainienne. Et alors que les télévisions russes (évidemment informées par les services secrets russes) ont publié le nom du pilote ukrainien qui a appuyé sur la



gâchette, et le numéro de matricule du Sukhoi 25 qui a mené cette mission, et nous ont appris que ce pilote avait été envoyé à l'abri aux Émirats arabes unis après le massacre.

Les télévisions russes publient également le nom de l'aiguilleur du ciel, une femme, qui suivait les évolutions des appareils depuis Kiev, et qui est partie en vacances le 18 juillet, on ne sait pas où, et qui n'est pas revenue travailler depuis. De bien longues vacances, n'est-ce pas. Pourtant il ne semble pas que les enquêteurs des « quatre pays de l'Apocalypse » aient cherché à rappeler ces deux personnes de leurs « vacances » pour les interroger.

Une fable extraordinaire, mais qui n'a pas de fin joyeuse. Mises à part quelques petites brèches ici ou là. L'information sur l'entrée de la Malaisie dans le groupe des pays enquêteurs fait partie de ces brèches. Le bureau du procureur hollandais, par une lettre datée du 28 novembre 2014, a informé le ministère de la Justice de Kuala Lumpur, Tan Sri Abdul Gani Patail, que la Malaisie pouvait donc entrer dans le Saint des Saints de l'enquête. Jusqu'à quel point elle en sera membre à part entière et de plein droit, dans ce contexte, nous le verrons bien. On peut facilement imaginer les pressions et les chantages qui ne manqueront pas de s'exercer sur le gouvernement malaisien pour qu'il se conforme à la position choisie par l'Occident. Et on peut facilement deviner quelle partie du dossier sera soustraite à la curiosité des enquêteurs malaisiens. Mais on peut gager également que les seuls accusés à ce jour devant l'ensemble de l'opinion publique occidentale, à savoir les Russes, ne laisseront pas tomber et continueront à se défendre. Ils ont les moyens de le faire. Et il faudra bien observer comment ils réagiront.

Giulietto Chiesa

4 décembre 2014

Article original : [Megachip](#)

Traduction ilfattoquotidiano.fr

Copyright © 2014 Global Research